

## Selon la FMVM, l'état veut reprendre la main

vendredi 4 septembre 2009

Communiqué **FMVM** du 03/09/2009

"À l'issue d'une réunion avec le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, et de hauts responsables de police et de gendarmerie, le Président de la République a décrété hier la mobilisation générale du gouvernement et des forces de l'ordre pour tenter d'enrayer la dégradation des statistiques en matière de criminalité. Il s'agit d'apporter au plus vite un correctif aux résultats contrastés de ces derniers mois. En effet, les dernières statistiques provenant de l'Observatoire national de la délinquance font état d'une nette reprise des atteintes aux biens et surtout des atteintes volontaires à l'intégrité des personnes (voir sur <http://www.inhes.interieur.gouv.fr/>).

Le chef de l'État avait déjà rappelé en juin sa détermination à « tout mettre en oeuvre pour que ces résultats soient accidentels et ne traduisent pas une amorce de renversement de tendance ». À la même période, des initiatives étaient prises pour autoriser la fouille des élèves et tenter de sanctuariser certains établissements scolaires. Les fameuses unités territoriales de quartier étaient aussi lancées pour reconquérir certains quartiers sensibles sur 25 grands ensembles.

Avec ce nouveau plan gouvernemental de prévention de la délinquance prévu pour l'après rentrée, le gouvernement souhaite donc rapidement reprendre la main sur cette question qui concerne au premier rang les maires. Une manière de remettre sur le métier la loi du 5 mars 2007 et peut-être aussi de désavouer des dispositifs qui peinent à se mettre en oeuvre (conseil pour les droits et devoirs des familles, rappel à l'ordre, procédures d'échanges d'information et de mise sous tutelle des allocations familiales...) ou bien qui sommeillent encore.

Le ministre de l'Intérieur, qui va donc être fortement sollicité, réunissait également lundi dernier en compagnie de Xavier Darcos, ministre du travail et de la solidarité, de Fadela Amara, secrétaire d'État à la ville et de Martin Hirsch, haut commissaire à la jeunesse, une vingtaine

## Évaluation du site

L'Élu d'aujourd'hui s'adresse principalement aux élus de la République. Son site Internet diffuse quelques articles concernant l'actualité politique française.

**Cible**  
Spécialisée

**Dynamisme\*** : 28

\* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

d'associations nationales et de quartier autour des responsables de la police. L'objectif de cette rencontre place Beauvau était d'identifier les causes du malaise entre une partie de la jeunesse et la police.

Parmi les décisions prises, figure la création d'une « équipe de conciliation » (composée d'une personnalité indépendante, d'un psychologue, d'un communicant et d'un haut fonctionnaire). Cette équipe aura pour mission d'intervenir ponctuellement sur le terrain pour « désamorcer des situations susceptibles de s'embraser ». Reste à envisager la place de cette équipe aux côtés des autres acteurs de la prévention que sont les élus, les procureurs, les préfets et les directeurs départementaux de la sécurité publique.

Cinq groupes de travail composés de policiers, gendarmes et responsables d'associations vont être constitués et devraient être également étendus aux élus et organisations représentatives de la police. Les thèmes de travail qui devront d'ici deux ou trois mois aboutir à des « mesures d'application immédiate » sont : les pratiques policières, le respect réciproque, l'ordre et la loi, l'égalité des chances et le dialogue en situation de crise (notamment pour éviter les rumeurs à l'origine des dernières émeutes). La coordination de ces travaux a été confiée à Didier Chabrol, Inspecteur général de l'administration, ancien préfet."